

dépliants fichier n●3

George Victor Salsa

Koweït

Koweït

Le Koweït est une monarchie constitutionnelle, instaurée en 1961. En 1986, l'émir a dissous l'Assemblée nationale et annoncé qu'il gouvernerait par décret. Le régime parlementaire a été rétabli à la suite d'élections en octobre 1992.

Il y a déjà plusieurs années que de graves violations des droits de l'homme sont signalées au Koweït, principalement des arrestations arbitraires, des emprisonnements pour motifs d'opinion, des actes de torture, des procès inéquitables et des exécutions judiciaires. Bon nombre de victimes étaient des musulmans chiïtes soupçonnés de soutenir les groupes d'opposition ou d'être en relations avec l'Iran.

À la suite de la guerre du Golfe, après que les troupes irakiennes se furent retirées du Koweït, le nombre des atteintes aux droits de l'homme signalées dans ce pays est monté en flèche. Des centaines de suspects politiques ont été arrêtés parce qu'ils étaient soupçonnés d'avoir "collaboré" avec les forces irakiennes pendant l'occupation. En mai et en juin 1991, 101 personnes ont été reconnues coupables par des tribunaux d'exception à l'issue de procès manifestement inéquitables ; de nombreux cas de torture ont été signalés. D'autres "collaborateurs" présumés ont commencé à comparaître devant la Cour de sûreté de l'État en avril 1992. À ce jour, quelque 150 accusés ont comparu devant cette juridiction. Parmi les personnes reconnues coupables de "collaboration", l'une a été exécutée et cinq autres risquent la peine de mort. Au moins 62 personnes ont "disparu" depuis février 1991.

Avant l'invasion irakienne en août 1990, le pays comptait 1,7 million

d'habitants, dont la plupart étaient des expatriés. Lors de l'épuration qui a suivi la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe, des milliers de personnes ont été obligées de quitter le Koweït. En 1992, les Palestiniens vivant au Koweït n'étaient plus que 20 000 environ, alors qu'ils étaient quelque 400 000 avant l'invasion.

Quelqu'un entendra-t-il mon appel ?

En mars 1992, Amnesty International a reçu une lettre en provenance du Mexique qui disait : « *J'écris dans l'espoir que quelqu'un entendra mon appel et m'aidera à retrouver la trace de mon petit-fils, George Victor Salsa, emmené par les Koweïtiens deux mois après la guerre du Golfe.* »

George Victor Salsa a "disparu". Né au Koweït en 1963, ce Palestinien de nationalité jordanienne a étudié à l'université de Koweït et travaillait dans une banque.

En mai 1991, il a été arrêté par la police secrète et emmené vers une destination inconnue. Les autorités koweïtiennes n'ont pas informé la famille de George Victor Salsa de l'arrestation de ce dernier ; ce sont des responsables du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) qui l'ont prévenue en juin 1991.

Deux mois plus tard, le CICR a perdu la trace de George Victor Salsa. Certaines sources ont signalé en janvier 1992 qu'il était détenu au secret dans la prison centrale de Koweït. En août 1992, un médecin a dit aux parents de George Victor Salsa qu'il avait vu leur fils à l'hôpital militaire de Koweït. Selon ce médecin, il avait été torturé : ses bras étaient cassés et ses ongles arrachés. Depuis lors, on est sans nouvelles de George Victor Salsa.

La plupart des membres de sa famille ont été obligés de quitter le Koweït. Ses parents sont allés en Australie, le seul pays pour lequel ils avaient un visa ; ses grands-parents et ses oncles se trouvent actuellement au Mexique.

Après le retrait des troupes irakiennes en février 1991, la loi martiale a été instaurée au Koweït pour quatre mois. L'armée koweïtienne, les forces de sécurité ainsi que des civils armés se sont mis à traquer tous ceux qui étaient soupçonnés d'avoir collaboré avec les Irakiens. Des personnes ont été arrêtées de façon arbitraire, torturées et tuées. Bon nombre de celles qui avaient été arrêtées ont ensuite "disparu". D'autres ont été condamnées à des peines d'emprisonnement ou à la peine capitale à l'issue de procès sommaires. Des milliers de non-Koweïtiens ont été expulsés, ou contraints de partir parce qu'on les avait renvoyés de leur travail, chassés de leur domicile et soumis à une discrimination raciale.

Peu de Koweïtiens figuraient parmi les victimes. Celles-ci étaient pour la plupart des ressortissants étrangers ou des apatrides résidant au Koweït : Irakiens, Palestiniens, Jordaniens, Soudanais, Yéménites, Somaliens et Arabes apatrides (des *Bidun*). Bon nombre d'entre eux vivaient et travaillaient au Koweït depuis des années lorsque l'Irak a envahi le pays. Les autorités koweïtiennes ont affirmé que les considérations de nationalité n'entraient pas en ligne de compte dans les arrestations. Leurs propres statistiques démentent cependant cette affirmation. En mai 1991, Amnesty International a obtenu une liste officielle de 546 détenus : seuls 12 d'entre eux étaient de nationalité koweïtienne.

légende photo

L'hôpital militaire, à Koweït, où George Victor Salsa aurait été vu après son arrestation.

Que faire

George Victor Salsa est l'une des personnes dont le cas est exposé dans la Campagne d'Amnesty International contre les "disparitions" et les assassinats politiques.

Protestez avec nous. Agissez sans attendre en écrivant des lettres au Chef de l'État du Koweït. Informez-le que vous avez appris la "disparition" de George Victor Salsa. Invitez-le à ouvrir une enquête exhaustive et impartiale afin de traduire les responsables en justice.

À qui adresser vos appels :

(Votre Altesse,)

His Highness Sheikh Saad al Abdullah al Salem al Sabah

Crown Prince and Prime Minister

Al Diwan al Amiri

Al Safat

Koweït

Koweït

Pour obtenir de plus amples informations, contactez soit le groupe ou la section d'Amnesty International de votre pays, soit le Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni.

Resul Sakar

Turquie

Turquie

Sur les 57 millions d'habitants que compte la Turquie, des milliers ont été torturés sous les divers gouvernements militaires et civils qui se sont succédé depuis le coup d'État militaire de 1980 ; près de 200 seraient morts en conséquence de ces traitements. En 1992, au moins 12 personnes sont décédées des suites d'actes de torture.

En 1991, le nouveau gouvernement s'était engagé à entreprendre de vastes réformes en matière de droits de l'homme, mais il s'est contenté d'édicter des mesures qui réduisent la durée maximale de la garde à vue pour les suspects de droit commun et autorisent ceux-ci à être assistés d'un avocat. Toutefois,

même ainsi limitée, la durée de la garde à vue est contraire à la Convention européenne des droits de l'homme. Ces nouvelles mesures ne s'appliquent pas aux détenus politiques, qui sont pourtant les plus exposés à la torture.

Depuis 1984, date à laquelle les guérilleros du *Partiya Karkeren Kurdistan* (PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan) ont engagé leur offensive armée, des atteintes aux droits de l'homme généralisées ont été signalées dans le sud-est du pays, où vivent la plupart des membres de la minorité kurde de Turquie (qui sont 10 millions au total). En 1991, on a commencé à signaler dans cette région des assassinats politiques imputables aux forces de sécurité. Début 1993, des informations de ce genre parvenaient quotidiennement à Amnesty International. Ce n'est qu'à partir de mars 1993, lorsque le PKK a déclaré un cessez-le-feu unilatéral, que le nombre d'homicides a diminué.

Depuis 1991, dans les principales villes de l'ouest de la Turquie, plus de 40 personnes ont été tuées lors de descentes effectuées par la police dans des lieux de réunion clandestins de l'organisation de guérilla urbaine *Devrimci Sol* (Gauche révolutionnaire). Il semble que bon nombre des personnes tuées n'avaient pas eu la possibilité de se rendre ; certaines auraient été tuées après avoir été faites prisonnières.

Plus de 100 prisonniers ou informateurs présumés ont été tués par le PKK en 1992. D'autres groupes tels que le *Devrimci Sol* se sont également rendus coupables d'homicides délibérés.

Malade, il est arraché de son lit

Le 2 novembre 1992 à minuit, des policiers et des miliciens en civil ont fait irruption au domicile de Resul Sakar à Cizre, dans le sud-est de la Turquie. Resul Sakar était malade et se trouvait au lit. Déclarant qu'il devait les suivre aux fins d'interrogatoire, les policiers et les miliciens l'ont emmené de force,

vêtu de son pyjama. Le fils de Resul Sakar les a suivis jusqu'à ce qu'ils atteignent la rue principale, puis, entendant des véhicules blindés, il a fait demi-tour. Deux heures plus tard, des coups de feu ont été entendus dans le voisinage. Le corps de Resul Sakar a été retrouvé là le lendemain matin ; il avait été abattu de 15 balles dans le dos.

Resul Sakar avait été président de la section locale du Parti socialiste jusqu'à l'interdiction de celui-ci, en juillet 1992. Il avait ensuite rallié la formation qui lui avait succédé, le Parti des travailleurs. Ces deux partis étaient en faveur de l'émancipation politique des Kurdes, mais aucun ne prônait le recours à la violence pour appuyer cette revendication. Resul Sakar était en outre une figure religieuse très respectée à Cizre.

Cizre est une ville située dans le sud du pays, près de l'endroit où se rejoignent les territoires de la Turquie, de la Syrie et de l'Irak. L'armée soupçonne les habitants de Cizre de fournir un soutien logistique aux guérilleros séparatistes du PKK et soumet la ville à une étroite surveillance. De nombreux assassinats politiques et exécutions extrajudiciaires présumées y ont été signalés au cours des trois dernières années.

La plupart des provinces du sud-est de la Turquie sont soumises à la législation d'urgence, laquelle accorde de vastes pouvoirs aux forces de sécurité pour mener des opérations anti-insurrectionnelles contre le PKK. À la mi-1991, le conflit s'est intensifié et la participation des forces gouvernementales à des assassinats politiques a commencé à être solidement démontrée.

Entre juin 1991 et novembre 1992, plus de 100 assassinats politiques ont été signalés dans les régions soumises à l'état d'urgence, et plusieurs personnes ont "disparu" dans des circonstances qui semblaient indiquer la participation des forces de sécurité. Les victimes étaient notamment des hommes

politiques locaux, des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes, des villageois soupçonnés d'être des sympathisants du PKK, ou encore des villageois qui avaient refusé de se joindre aux milices de protection des villages, qui sont armées et payées par le gouvernement pour combattre le PKK.

La volonté des autorités d'enquêter sur ces faits a été sérieusement mise en doute. Dans bon nombre de cas, les liens manifestes entre les homicides et des membres des forces de sécurité n'ont apparemment pas été examinés, et peu d'affaires ont abouti à des poursuites pénales.

légende photo

Un membre de brigade spéciale en faction près de Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie. Des informations faisant état d'assassinats politiques mentionnaient la participation de membres de ces brigades spéciales paramilitaires.

Que faire

Resul Sakar est l'une des personnes dont le cas est exposé dans la Campagne d'Amnesty International contre les "disparitions" et les assassinats politiques.

Protestez avec nous. Agissez sans attendre en écrivant des lettres au Président de la Turquie. Informez-le que vous avez appris l'assassinat politique de Resul Sakar. Invitez-le à ouvrir une enquête exhaustive et impartiale afin de traduire les responsables en justice.

À qui adresser vos appels :

(Monsieur le Président,)

President Süleyman Demirel

Office of the President

Devlet Baskanligi

06100 Ankara

Turquie

Pour obtenir de plus amples informations, contactez soit le groupe ou la section d'Amnesty International de votre pays, soit le Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni.

Sara Cristina Chan Chan Medina

El Salvador

El Salvador

En janvier 1992, le gouvernement et le groupe d'opposition armée *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional* (FMLN, Front Farabundo Martí de libération nationale) ont signé un accord de paix à l'issue de négociations conduites sous l'égide des Nations unies. Cet accord mettait fin à une guerre civile qui durait depuis douze ans et qui avait coûté la vie à environ 75 000 personnes sur les cinq millions que compte la population du pays. Bon nombre des victimes étaient des civils non armés tués par les forces de sécurité.

En mars 1993, le Parlement salvadorien a voté une large loi d'amnistie, qui met à l'abri des poursuites les personnes impliquées dans des atteintes aux droits de l'homme. Cette loi d'amnistie compromet sérieusement le travail de la Commission de la vérité, nommée par les Nations unies dans le cadre de l'accord de paix pour enquêter sur les atteintes aux droits de l'homme commises par les deux parties durant le conflit. Dans son rapport, la commission a imputé aux forces armées la responsabilité de massacres généralisés, d'actes de torture et de "disparitions" ; elle a également accusé les autorités judiciaires d'avoir aidé à couvrir les coupables. La commission a vivement recommandé que les membres des forces de sécurité et de la magistrature cités dans son rapport soient démis de leurs fonctions, et qu'une

enquête spéciale soit conduite sur les "escadrons de la mort", dirigés par les militaires, qui se sont rendus coupables de centaines d'assassinats politiques pendant la guerre civile. La commission a également recensé des exactions commises par le FMLN, telles qu'assassinats, homicides arbitraires de civils et enlèvements.

Malgré l'instauration de la paix, les tueries se poursuivent. Il est difficile d'identifier les responsables, car les tueurs opèrent dans le plus grand secret. Néanmoins, bon nombre des homicides portent la signature des "escadrons de la mort". Les corps mutilés des victimes sont abandonnés dans des lieux publics.

Les coupables restent en liberté

Dans la soirée du 18 août 1989, Sara Cristina Chan Chan Medina rentrait chez elle à pied, après son travail, en compagnie d'un ami, Juan Francisco Massi Chávez. Tous deux étaient des syndicalistes. Sara Cristina était photographe et travaillait pour la *Federación Nacional Sindical de Trabajadores Salvadoreños* (FENASTRAS, Fédération syndicale nationale des travailleurs salvadoriens) ; elle était également membre du Comité des femmes de cette fédération. Juan Francisco, lui, était responsable syndical à l'usine LIDO, où il travaillait.

Peu avant d'arriver chez eux, dans la banlieue de la capitale, San Salvador, tous deux ont été arrêtés par des membres de l'armée de l'air salvadorienne. Ils ont par la suite "disparu".

Sara Cristina Chan Chan Medina était âgée de vingt ans lorsqu'elle a "disparu". Ce n'était pas la première fois que sa famille était la cible des forces de sécurité. En juin 1980, alors que Sara Cristina n'avait que dix ans, des hommes armés avaient fait irruption au domicile familial et avaient tué son père, un dirigeant syndical. Les tueurs s'étaient présentés comme étant

des membres de la Garde nationale. Un mois plus tard, la mère de Sara Cristina, María Juana Medina, était arrêtée par les militaires et détenue pendant trois jours avant d'être relâchée sans faire l'objet d'aucune inculpation.

Lorsque sa fille a "disparu", María Juana Medina a entrepris toutes les démarches possibles pour essayer de la retrouver. Elle a informé le président de la République, des membres du Parlement, la Cour suprême, l'archevêque catholique et le ministère de la Défense. Elle a alerté la commission gouvernementale des droits de l'homme et fait passer une annonce dans la presse nationale. Malgré ses efforts, elle n'a pu retrouver la trace de sa fille. L'armée de l'air a affirmé que la jeune femme avait été remise aux mains de la police, mais cette dernière a nié la détenir.

En septembre 1989, María Juana Medina a été appréhendée en même temps que 63 autres personnes, lors d'une manifestation organisée par la FENASTRAS pour protester contre les arrestations de syndicalistes. Elle a été torturée par la police nationale pendant sa garde à vue. Elle a ensuite été relâchée après avoir signé des "aveux" préalablement rédigés par la police, par lesquels elle déclarait avoir rallié le FMLN pour venger la mort de son mari et la "disparition" de sa fille. En octobre, María Juana Medina et sa fille cadette ont été blessées lors d'un attentat à la bombe perpétré contre les bureaux de la FENASTRAS, dans lequel 10 personnes ont trouvé la mort. À la suite de cet événement, María Juana Medina a renoncé à chercher sa fille.

Les "disparitions" de Sara Cristina Chan Chan Medina et de Juan Francisco Massi Chávez figuraient parmi 30 cas qui ont fait l'objet d'une enquête approfondie par la Commission de la vérité. Dans son rapport, la commission a conclu que le personnel de l'armée de l'air était responsable de ces "disparitions". Néanmoins, en vertu de la nouvelle loi d'amnistie, les

coupables restent en liberté.

légende photo

Des membres de la COFENASTRAS, le Comité des femmes de la FENASTRAS, portent une banderole en commémoration d'Elisabeth Velásquez, ancienne secrétaire générale de la fédération syndicale, qui a été tuée en 1989 lors de l'attentat à la bombe perpétré contre le siège de la fédération.

Que faire

Sara Cristina Chan Chan Medina est l'une des personnes dont le cas est exposé dans la Campagne d'Amnesty International contre les "disparitions" et les assassinats politiques.

Protestez avec nous. Agissez sans attendre en écrivant des lettres au Président d'El Salvador. Informez-le que vous avez appris la "disparition" de Sara Cristina Chan Chan Medina. Invitez-le à ouvrir une enquête exhaustive et impartiale afin de traduire les responsables en justice.

À qui adresser vos appels :

(Monsieur le Président,)

Lic. Alfredo Cristiani Burkard

Presidente de la República de El Salvador

Casa Presidencial

San Salvador

El Salvador

Pour obtenir de plus amples informations, contactez soit le groupe ou la section d'Amnesty International de votre pays, soit le Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni.

Muso Isoyev

Tadjikistan

Tadjikistan

La tragédie des droits de l'homme au Tadjikistan a été largement ignorée par les médias internationaux.

Le Tadjikistan est en proie à une guerre civile depuis mai 1992, date à laquelle des manifestations organisées parallèlement par des partisans et des adversaires du président Rakhmon Nabiev ont dégénéré en affrontements armés à Douchanbé, la capitale. Le conflit s'est calmé après la mise en place d'un gouvernement de coalition avec la participation de représentants des partis d'opposition. Cependant, le cœur du conflit s'est alors déplacé vers le sud du pays, où des groupes armés étaient organisés selon des clivages tant politiques que claniques. Les combats se sont intensifiés après que le président Nabiev eut été contraint de démissionner en septembre ; fin octobre, les forces qui lui étaient fidèles ont brièvement occupé le centre de Douchanbé. En novembre, le successeur de Nabiev, Akbarsho Iskandarov, a été remplacé à son tour par Imamali Rakhmanov, qui a été nommé président du Parlement et chef de l'État.

Néanmoins, les forces favorables aux membres du Parti de la renaissance islamique (PRI) qui faisaient partie du gouvernement sortant, c'est-à-dire celui d'Iskandarov, ont refusé de céder le contrôle de Douchanbé. La ville a été assiégée par des forces venues du sud du pays, qui soutenaient le nouveau gouvernement ; elles ont pris Douchanbé le 10 décembre 1992, après des combats de rue acharnés. Des affrontements sporadiques se poursuivent dans le sud du Tadjikistan, le long de la frontière afghane.

Selon les sources gouvernementales, la guerre civile aurait fait environ 20 000 morts. On estime à 600 000, soit plus d'un dixième de la population, le nombre de personnes déplacées, dont des dizaines de milliers se sont réfugiées dans les pays voisins.

Il a affronté la mort face à face

Muso Isoyev, acteur de profession, a été enlevé à un arrêt de bus de Douchanbé, en décembre 1992, peu après que la ville fut tombée aux mains des forces gouvernementales. Il a été arrêté sous la menace d'un revolver, puis emmené dans un véhicule blindé par un commando armé composé d'agents du ministère de l'Intérieur ou de membres du Front populaire du Tadjikistan, un groupe d'autodéfense soutenu par le gouvernement.

Le 20 décembre, son corps criblé de balles a été retrouvé dans une rue de Douchanbé. Un journal a publié ce qui suit : « *Des dizaines de personnes ont assisté à son arrestation [...] La rumeur de son arrestation s'est propagée dans toute la ville [...] Le lendemain matin, les gens ont appris que Muso Isoyev avait été abattu [...] Selon le témoin, les hommes du commando voulaient qu'il s'agenouille, mais il a préféré affronter sa mort face à face...* »

Muso Isoyev est l'une des nombreuses personnes tuées pour raisons politiques à Douchanbé. La plupart de ces victimes étaient originaires du Pamir et de la région de Garm. Les partisans du gouvernement pensent que ces régions, situées dans l'est du Tadjikistan, constituent le foyer des forces d'opposition. Muso Isoyev était originaire du Pamir ; il était également un dissident notoire.

Après avoir pris la ville de Douchanbé, les forces gouvernementales s'étaient mises à traquer les opposants présumés, en procédant à des contrôles d'identité à des barrages établis dans toute la capitale, à l'aéroport ou dans les maisons, au cours de perquisitions systématiques. Des homicides et des "disparitions" ont fait suite à ces opérations. Certaines personnes auraient été exécutées sur place.

Les homicides et les "disparitions" ont été perpétrés par des agents du

ministère de l'Intérieur ou par des membres du Front populaire du Tadjikistan. Ce groupe avait joué un rôle prépondérant dans la prise de Douchanbé en décembre et, depuis, il s'est vu confier des fonctions de maintien de l'ordre. Le Front populaire du Tadjikistan recrute principalement ses membres dans la région de Kouliab, dans le sud du pays. À l'époque du siège de Douchanbé, il était dirigé par Sangak Safarov, un repris de justice qui avait passé vingt-trois ans au total en prison pour diverses infractions, dont le meurtre ; Sangak Safarov a été tué en mars 1993, lors d'un règlement de comptes avec son adjoint.

Le 15 décembre, des agents du ministère des Affaires intérieures ont arrêté des autobus, contrôlé l'identité des passagers et arrêté 20 personnes originaires du Pamir ou de la région de Garm. Ces personnes ont reçu l'ordre de monter à bord de véhicules militaires ; comme elles refusaient, elles ont été abattues sur place.

En réponse aux protestations de la communauté internationale soulevées par les homicides de décembre 1992, le président a fait une déclaration, diffusée par la télévision nationale, dans laquelle il affirmait que le gouvernement n'était aucunement lié aux activités des groupes d'autodéfense. Ces groupes n'ont cependant pas été démantelés. La seule enquête dont on ait connaissance est celle que Sangak Safarov, le dirigeant du Front populaire du Tadjikistan, avait l'intention d'entreprendre. On ignore si elle avait débuté avant sa mort.

légende photo

La victime d'un assassinat politique est retrouvée morte dans une rue de Douchanbé, en décembre 1992. © EPA Photo

Que faire

Muso Isoyev est l'une des personnes dont le cas est exposé dans la

Campagne d'Amnesty International contre les "disparitions" et les assassinats politiques.

Protestez avec nous. Agissez sans attendre en écrivant des lettres au Chef de l'État du Tadjikistan. Informez-le que vous avez appris l'assassinat politique de Muso Isoyev. Invitez-le à ouvrir une enquête exhaustive et impartiale afin de traduire les responsables en justice.

À qui adresser vos appels :

(Monsieur le Président,)

Imamali Rakhmonov

Chairman

Supreme Council of the Republic of Tadjikistan

Douchanbé

République du Tadjikistan

(sur l'enveloppe, n'écrivez que "Ex-URSS")

Pour obtenir de plus amples informations, contactez soit le groupe ou la section d'Amnesty International de votre pays, soit le Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni.

Michel Karambizi

Rwanda

Rwanda

En octobre 1990, le Front patriotique rwandais (FPR), un groupe rebelle, a lancé à partir de l'Ouganda une incursion armée dans le nord du Rwanda. Au cours des mois qui ont suivi cette opération, le Rwanda a été secoué par une crise politique qui a également affecté les droits de l'homme.

Le FRP est essentiellement composé de membres de l'ethnie tutsi, qui est la principale minorité ethnique du Rwanda. Sur les sept millions d'habitants que compte le pays, plus de 80 p. 100 appartiennent à l'ethnie hutu. La

plupart des responsables du gouvernement et des membres des forces de sécurité sont des Hutu.

On ignore combien de civils tutsi ont été tués lors de la contre-offensive du gouvernement. Selon les estimations, leur nombre varie de 500 à 1 000. Huit mille personnes ont été arrêtées ; en février 1992, la plupart avaient cependant été remises en liberté. Presque toutes ces personnes étaient des Tutsi et n'avaient été appréhendées, semble-t-il, que pour le seul motif de leur origine ethnique. Des Hutu soupçonnés d'être des dissidents ont également été arrêtés, de même que quelque 300 ressortissants ougandais.

Une réforme a été annoncée en avril 1992, lorsque le régime à parti unique a été remplacé par un gouvernement de transition composé de représentants des cinq principaux partis politiques du Rwanda. Néanmoins, les tueries se sont poursuivies. Le gouvernement n'a pas fait conduire d'enquête indépendante à l'échelle nationale sur les atteintes aux droits de l'homme. Il n'a pas non plus pris de mesures pour éviter qu'elles ne se reproduisent. Les forces de sécurité continuent d'agir en toute impunité.

Le FPR, composé en majorité d'exilés rwandais basés en Ouganda, a tué des prisonniers, ainsi que des membres de son propre groupe soupçonnés de "trahison" et des partisans du gouvernement, presque tous membres de l'ethnie hutu. Ce groupe armé a également été accusé d'avoir tué des civils non armés dans des camps de réfugiés. En février 1993, il a contraint des centaines de milliers de civils à se réfugier en Ouganda, et en a tué plusieurs dizaines à cette occasion.

Abattu de sang froid

Michel Karambizi, membre de l'ethnie majoritaire hutu, était un homme d'affaires de quarante-cinq ans qui vivait avec sa famille à Kaboye, près de la capitale, Kigali. Le 4 octobre 1990, des soldats rwandais ont fait irruption

à son domicile et l'ont obligé, ainsi que sa femme et leur enfant de dix ans, à sortir sous la menace d'un revolver. Tous les trois ont été froidement abattus devant leur porte.

Quelques jours plus tôt, les rebelles du FPR avaient envahi le nord du Rwanda et occupé plusieurs villes. Il semble que la famille Karambizi a été tuée parce que le frère de Michel était soupçonné de soutenir le FPR. Ces victimes figurent parmi quelque 1 000 autres personnes massacrées par les troupes gouvernementales dans leur tentative de briser le soutien apporté aux rebelles. Contrairement à la famille Karambizi, les autres victimes étaient en majorité des Tutsi. Des milliers d'autres personnes ont été arrêtées et torturées. Beaucoup ont par la suite "disparu".

Les responsables du gouvernement ont affirmé que Michel Karambizi avait ouvert le feu sur les soldats qui essayaient de l'arrêter, et que sa famille et lui avaient été tués lorsque les soldats avaient riposté. Néanmoins, des délégués d'Amnesty International qui ont visité le domicile des Karambizi en juin 1991 n'ont pu trouver aucune preuve corroborant cette affirmation.

Le gouvernement a ensuite affirmé qu'une enquête judiciaire était en cours et que les responsables de ces homicides seraient déférés à la justice. Près de trois ans ont passé depuis ces événements, et on ne sait toujours pas si cette enquête a abouti. En août 1991, le ministre de la Justice a déclaré que le ministère public enquêtait sur ces homicides ; pourtant, deux mois plus tôt, de hauts fonctionnaires de ce même ministère public avaient déclaré à Amnesty International qu'ils n'avaient reçu aucune plainte concernant des violences commises par les forces de sécurité depuis octobre 1990. Aucune mesure n'a été prise à l'encontre des responsables de ces homicides ou des centaines d'autres qui ont été commis.

Le gouvernement de coalition qui est entré en fonctions en août 1992 a

promis d'entreprendre des réformes pour atténuer les tensions entre communautés hutu et tutsi, ainsi que de créer un organisme chargé de surveiller la défense des droits de l'homme.

Peu de progrès concrets ont été accomplis dans la réalisation de ces objectifs. Les tueries et les "disparitions" se poursuivent. Début 1993, des centaines de Tutsi ont été massacrés par des groupes d'autodéfense hutu, lesquels ont également tué des dizaines de Hutu membres de partis politiques opposés au président Juvénal Habyarimana. Aucune mesure n'a été prise à l'encontre de ces groupes. Les citoyens rwandais sont toujours obligés de porter sur eux une carte d'identité indiquant leur origine ethnique. Début 1993, des dizaines de Tutsi ont été arrêtés par des soldats qui procédaient à des contrôles d'identité dans les rues de Kigali. Une vingtaine d'entre eux ont "disparu" et d'autres ont été tués.

légende photo

Les restes de victimes d'assassinats politiques, dans un charnier qui a été découvert au Rwanda en janvier 1993, en même temps que plusieurs autres, par une commission internationale d'enquête. © Rein Odink

Que faire

Michel Karambizi est l'une des personnes dont le cas est exposé dans la Campagne d'Amnesty International contre les "disparitions" et les assassinats politiques.

Protestez avec nous. Agissez sans attendre en écrivant des lettres au Président du Rwanda. Informez-le que vous avez appris l'assassinat politique de Michel Karambizi. Invitez-le à ouvrir une enquête exhaustive et impartiale afin de traduire les responsables en justice.

À qui adresser vos appels :

(Monsieur le Président,)

Son Excellence le Général-Major Juvénal Habyarimana

Président de la République

Présidence de la République

BP 15

Kigali

Rwanda

Pour obtenir de plus amples informations, contactez soit le groupe ou la section d'Amnesty International de votre pays, soit le Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni.

Domingos Segurado

Indonésie et Timor oriental

Indonésie et Timor oriental

La République d'Indonésie est un archipel de plus de 13 500 îles. Sa population, de 180 millions d'habitants, est composée d'une multitude de groupes culturels et linguistiques différents. La lutte en faveur de l'indépendance vis-à-vis de l'Indonésie, menée à la fois par des groupes d'opposition armée et par des mouvements non violents, est particulièrement active au Timor oriental, en Aceh et en Irian Jaya.

Le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir en 1965, après une tentative de coup d'État que les autorités ont imputée au Parti communiste indonésien (PKI), lequel était jusqu'à cette date un parti politique légal. On estime à 500 000 le nombre de personnes tuées à la suite de ce coup d'État. Depuis, le gouvernement a administré le pays par la terreur, en réprimant impitoyablement toute opposition. Des milliers de personnes ont été tuées par les militaires ou ont "disparu" en détention.

En juin 1992, le gouvernement a obtenu une large majorité lors d'élections générales qui ont été entachées par des fraudes, ainsi que par des

manoeuvres d'intimidation et des arrestations visant les opposants présumés. Le président Suharto a été élu pour un sixième mandat consécutif. Le nouveau gouvernement a affirmé qu'il s'efforcera de mettre en application les recommandations relatives aux droits de l'homme formulées par divers organismes des Nations unies. Néanmoins, il n'a pas fondamentalement modifié son attitude vis-à-vis de la dissidence politique : répondre à l'opposition par la répression.

Un grand nombre de personnes ont "disparu" depuis 1992. Beaucoup d'autres ont été tuées par les troupes gouvernementales parce qu'elles étaient soupçonnées de soutenir la lutte pour l'indépendance de l'Aceh et du Timor oriental. Des centaines de prisonniers politiques croupissent en prison après avoir été condamnés à l'issue de procès inéquitables. En 1992, 30 prisonniers d'opinion ont rejoint les 150 autres qui étaient déjà incarcérés. La torture demeure une pratique courante, qui se solde parfois par la mort des victimes.

Tu dois tout raconter

Domingos Segurado fait partie d'un groupe de plus de 200 personnes qui ont été massacrées le 12 novembre 1991 au cimetière de Santa Cruz, à Díli, lorsque les forces de sécurité indonésiennes ont ouvert le feu sur un cortège pacifique en faveur de l'indépendance. Díli est la capitale du Timor oriental, où quelque 200 000 personnes auraient trouvé la mort depuis 1975, date à laquelle l'Indonésie a occupé cette île. Domingos Segurado était le seul survivant de sa famille : ses parents et ses frères avaient tous été tués par les militaires indonésiens.

Domingos Segurado était âgé de vingt-huit ans lorsqu'il est mort. Il était né à Ossu, une ville de la région de Viqueque, au Timor oriental. Il avait étudié l'indonésien à l'école, puis avait suivi une formation d'enseignant avant

d'être diplômé en 1990. Continuellement victime de brimades de la part des militaires indonésiens, Domingos Segurado avait cependant décidé de s'installer à Díli, où il enseignait à l'école de langue portugaise.

Un reporter qui a assisté au massacre de Santa Cruz avait fait la connaissance de Domingos Segurado lorsqu'il était arrivé au Timor oriental, environ deux mois plus tôt ; il se souvient de lui comme étant « *avant tout un homme extrêmement gentil* ». Domingos Segurado avait aidé ce reporter à entrer en contact avec des prêtres et des militants participant au mouvement d'opposition pacifique à l'occupation indonésienne du Timor oriental, un mouvement dont lui-même était membre.

Les deux hommes avaient perdu contact depuis plusieurs semaines lorsque Domingos Segurado est entré dans la clandestinité après avoir appris que l'armée était à sa recherche. Ils se sont retrouvés le matin du jour du massacre de Santa Cruz, lorsque le cortège était en train de se rassembler. Tandis que les participants déployaient leurs banderoles en faveur de l'indépendance et que le cortège se mettait en route, Domingos Segurado a dit au reporter : « *Tu dois tout raconter.* »

Le reporter a vu Domingos Segurado pour la dernière fois lorsque le cortège est entré dans le cimetière de Santa Cruz. Quinze minutes plus tard, les soldats indonésiens ont ouvert le feu sur les manifestants, dont la plupart étaient des étudiants et des jeunes. Certains ont été abattus sur place, d'autres ont été tués alors qu'ils tentaient de fuir. D'autres encore ont été passés à tabac et tués à coups d'arme blanche. Selon les propres termes du reporter, Domingos Segurado a été tué pour « *avoir tenté d'introduire des changements d'une façon non violente [...] Il essayait, avec les jeunes du Timor oriental, de faire les choses le plus pacifiquement possible* ».

légende photo

Cette photo a été prise quelques minutes avant que les soldats n'ouvrent le feu sur le cortège pacifique au cimetière de Santa Cruz, provoquant la mort de plus de 200 personnes.

Que faire

Domingos Segurado est l'une des personnes dont le cas est exposé dans la Campagne d'Amnesty International contre les "disparitions" et les assassinats politiques.

Protestez avec nous. Agissez sans attendre en écrivant des lettres au Président de l'Indonésie. Informez-le que vous avez appris l'assassinat politique de Domingos Segurado. Invitez-le à ouvrir une enquête exhaustive et impartiale afin de traduire les responsables en justice.

À qui adresser vos appels :

(Monsieur le Président,)

President Suharto

Presiden RI

Istana Negara

Jl. Veteran

Djakarta

Indonésie

Pour obtenir de plus amples informations, contactez soit le groupe ou la section d'Amnesty International de votre pays, soit le Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni.